



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/825/Part V/13  
8 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME  
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-cinquième session

ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN  
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1993-1994  
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1995

PARTIE V. ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

Chapitre 13 - Autres pays d'Asie occidentale

(document soumis par le Haut Commissaire)

### V.13 AUTRES PAYS D'ASIE OCCIDENTALE

1. Le présent chapitre porte sur les activités du HCR en Arabie saoudite, au Bahreïn, aux Emirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, au Liban, à Oman, au Qatar et en République arabe syrienne. Les activités en Israël sont traitées dans le chapitre consacré aux programmes mondiaux et autres programmes régionaux, et sont financées au titre d'un projet de soins et d'entretien qui est directement administré par le Siège.

#### Aperçu de la situation dans la région

##### Caractéristiques de la population réfugiée

2. Au 31 décembre 1993, on a estimé à 237 108 le nombre de personnes bénéficiant d'une protection ou d'une assistance du HCR, ces personnes étaient ainsi réparties : Arabie saoudite (24 025), Emirats arabes unis, Koweït et Qatar (176 500), Jordanie (470), Liban (1 800) et République arabe syrienne (11 600). La région compte en outre environ 25 000 réfugiés qui ne bénéficient pas actuellement de l'assistance du HCR. Ils viennent en majorité d'Iraq, puis par ordre décroissant, de Bosnie-Herzégovine, du Soudan, de Somalie et d'Erythrée. En Jordanie, 47 % des réfugiés étaient des femmes, 7 % des enfants de moins de quatre ans, et 26 % des enfants de cinq à 18 ans.

##### Objectifs et priorités du programme

3. Les objectifs suivants ont été fixés pour le programme par pays en 1994 et en 1995.

##### Réfugiés irakiens

4. En Jordanie et au Liban, une assistance sous forme d'indemnités de subsistance, de soins médicaux et de moyens d'éducation sera offerte aux réfugiés en attendant leur rapatriement éventuel ou leur réinstallation dans un pays tiers. En République arabe syrienne, les réfugiés sont autorisés à demeurer dans le pays jusqu'à ce que leur rapatriement soit jugé possible. Une assistance leur sera offerte sous forme de vivres fournis par le PAM, d'abris, d'articles ménagers, de soins de santé, de moyens d'éducation et, le cas échéant, d'activités génératrices de revenu. Au Koweït, les efforts du HCR viseront à assurer la protection des étrangers qui sont encore en détention ou qui, par suite de la guerre du Golfe, ne veulent pas ou ne peuvent pas obtenir la prolongation ou le renouvellement de leurs documents de voyage. De même, en Arabie saoudite où les besoins d'assistance sont pris en charge par les autorités saoudiennes, le HCR exercera son mandat de protection et étudiera la possibilité de trouver des solutions durables, notamment par la réinstallation des personnes remplissant les conditions requises pour bénéficier du statut de réfugié.

##### Réfugiés somalis, soudanais et érythréens

5. Ces réfugiés - qui sont pour la plupart des hommes seuls - se trouvent au Liban et en République arabe syrienne où des indemnités de subsistance seront versées aux plus nécessiteux d'entre eux et où ils bénéficieront de soins de santé, de moyens d'éducation et de services d'orientation. Une assistance au

rapatriement leur sera aussi offerte dès qu'ils pourront regagner leur pays de leur plein gré.

#### Réfugiés de Bosnie-Herzégovine

6. Le HCR offrira à 159 des 388 réfugiés de Bosnie-Herzégovine qui vivent en Jordanie, où leur présence est reconnue par le gouvernement, une assistance sous forme d'abris, d'articles ménagers et de vêtements; les autres seront pris en charge par le gouvernement. Si leur séjour en Jordanie devait se prolonger, des projets d'éducation et d'installation sur place pourraient être envisagés.

#### Nationalités diverses

7. Ces personnes recevront des indemnités de subsistance et des soins médicaux, le cas échéant, de même qu'une assistance au rapatriement dès que cette solution pourra être envisagée.

#### Réinstallation

8. Etant donné que, dans ces pays, les réfugiés ne sont acceptés qu'à titre temporaire, la réinstallation est la seule option pour ceux qui ne peuvent être rapatriés. On continuera donc de s'efforcer d'encourager la réinstallation pour le plus grand nombre possible de cas éligibles.

#### Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

##### Jordanie

9. Le volume des activités de la délégation à Amman est étroitement lié à la situation qui règne en Iraq et pourrait être fortement réduit si les sanctions économiques contre l'Iraq étaient levées. Toutefois, comme l'évolution de la situation n'est pas facile à prévoir, le personnel et les structures de la délégation pour 1994 resteront inchangés par rapport à 1993.

##### Koweït, Bahreïn, Emirats arabes unis, Qatar et Oman

10. Ces cinq pays ont été rassemblés pour former un groupe, le Moyen-Orient, aux fins de l'établissement des programmes et des rapports, du fait que la situation des réfugiés est semblable dans chacun d'entre eux. Ils sont administrés par le Bureau régional du Caire, mais le HCR maintient une présence au Koweït. Dans les Emirats arabes unis, les arrangements administratifs conclus avec le PNUD resteront en vigueur.

##### Liban

11. La structure et les activités du Bureau de liaison du HCR à Beyrouth resteront inchangées tant que l'on n'aura pas trouvé de solutions pour les réfugiés. Un poste d'administrateur adjoint chargé de la protection a été créé pour mettre le Bureau mieux à même de s'occuper des questions de protection et d'assistance aux Somalis et aux Soudanais des pays voisins.

Arabie saoudite

12. Le HCR maintiendra sa présence et son assistance en Arabie saoudite pour répondre aux besoins des réfugiés irakiens restants tant qu'une solution à leur intention n'aura pas été trouvée. La gestion de la délégation sera renforcée grâce à la création d'un poste d'administrateur chargé des questions administratives et financières.

République arabe syrienne

13. Comme la politique du gouvernement de la République arabe syrienne demeurera probablement inchangée à l'égard des ressortissants arabes, le maintien de la présence du Bureau du chef de mission dans la République arabe syrienne est jugé indispensable. Le Bureau compte renforcer sa capacité de résoudre les problèmes de protection par l'adjonction d'un nouveau poste d'administrateur chargé de la protection.

Modalités de mise en oeuvre/apports nouveaux

14. La Société syrienne du Croissant Rouge et le Cabinet du Gouverneur de la province d'El Hassake sont des partenaires d'exécution du HCR dans la République arabe syrienne. La première, qui travaille sous la supervision du chef de mission du HCR à Damas, s'occupe de l'assistance aux réfugiés urbains et le second de l'assistance aux réfugiés vivant dans le camp d'El-Hol et dans le Gouvernorat d'El Hassake.

15. Au Liban, le principal partenaire d'exécution du HCR est le Conseil des Eglises du Moyen-Orient, qui assume la responsabilité de la distribution de l'assistance aux réfugiés. L'organisation non gouvernementale Forum assure la mise en oeuvre du programme du HCR en matière d'assistance juridique aux apatrides. Toutes les activités sont coordonnées par le Bureau de liaison du HCR à Beyrouth.

16. Le HCR n'a pas besoin de partenaires d'exécution en Arabie saoudite, puisque le gouvernement fournit l'assistance requise avec le concours de l'Organisation internationale de secours islamique et en coopération avec le Bureau du HCR à Riyadh et le bureau extérieur du HCR à Rafha.

17. En Jordanie, au Koweït et dans les autres pays, le HCR n'a pas de partenaire d'exécution. La délégation du HCR en Jordanie assure le soutien logistique du Bureau du chef de mission du HCR en Iraq pour ce qui concerne les déplacements du personnel et l'achat et le transport des articles d'assistance.

18. A l'exception de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, tous les autres pays d'Asie occidentale sont placés sous la responsabilité et la haute direction du Bureau régional du HCR au Caire.

Programmes généraux

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

19. En Jordanie, 250 réfugiés bosniaques nécessiteux qui s'étaient rendus dans le pays à l'invitation du gouvernement ont bénéficié d'une assistance pour couvrir leurs frais de logement. Le gouvernement a également répondu à tous leurs autres besoins.

20. Au Liban, le nombre total de réfugiés assistés est passé de 147 à 335, à la suite d'une augmentation du nombre de demandeurs d'asile et du fait de la détérioration de la situation économique générale. L'assistance a été fournie sous la forme d'indemnités de subsistance, de soins de santé et de bourses d'études. Le HCR a en outre versé une contribution de 100 000 dollars, prélevée sur le Fonds extraordinaire, pour répondre aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur du Liban à la suite des opérations militaires qui se sont déroulées dans le sud du pays.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

21. Dans tous ces pays, les activités de soins et d'entretien et d'installation sur place seront poursuivies comme en 1993. Un nombre appréciable de réfugiés africains devraient bénéficier d'une assistance en vue de leur rapatriement. Au Liban, un projet de rapatriement a été mis au point afin d'aider des réfugiés à regagner la Somalie, l'Erythrée, l'Ethiopie et le Soudan au rythme de 65 par mois. A cette fin, il a été décidé de prélever un montant de 84 490 dollars sur l'allocation générale pour le rapatriement librement consenti, en vue de couvrir les frais de transport de ces rapatriés et de leur verser une allocation de rapatriement. En République arabe syrienne, les besoins pour 1994 sont plus élevés en raison de l'augmentation du nombre de réfugiés urbains ayant besoin d'une assistance. A la suite d'une mission d'évaluation des besoins alimentaires, menée conjointement par le PAM et le HCR en février 1994, il a été décidé que le PAM fournirait 531 tonnes métriques de vivres pour 3 000 réfugiés enregistrés vivant dans le camp d'El-Hol, aide dont le coût se chiffrera approximativement à 242 290 dollars jusqu'au 31 décembre 1994. La réinstallation se poursuivra, essentiellement pour les réfugiés qui n'ont pas la possibilité de rester dans le pays où ils ont actuellement trouvé refuge.

c) Proposition de programme pour 1995

Soins et entretien

22. Une assistance continuera d'être offerte aux réfugiés dans les différents pays pour le même type d'activités qu'en 1994. Le nombre des bénéficiaires devrait demeurer stationnaire au Liban et en Jordanie et s'accroître légèrement en République arabe syrienne, en raison des difficultés économiques. Il sera également plus élevé au Koweït, compte tenu des difficultés croissantes que rencontrent les personnes dont le statut juridique est encore en cours d'examen par les autorités compétentes. Conformément au Mémorandum d'accord conclu entre le PAM et le HCR, ce dernier assurera, à partir de janvier 1994, l'approvisionnement en vivres des réfugiés en Syrie, puisque leur nombre est inférieur à 5 000.

#### Rapatriement librement consenti

23. En République arabe syrienne, le HCR prépare le rapatriement de 245 réfugiés urbains, principalement en Erythrée et en Somalie, et d'un nombre indéterminé de réfugiés irakiens. Les activités d'assistance consisteront à assurer le transport des rapatriés et à leur verser une subvention. Dans les autres pays, un petit nombre de réfugiés africains seulement devrait être rapatrié en 1995.

#### Installation sur place

24. Des projets d'installation sur place seront mis en oeuvre en République arabe syrienne et au Liban. En République arabe syrienne, une aide à l'éducation sera offerte à 70 réfugiés urbains et des indemnités de subsistance seront versées à deux réfugiés âgés. Au Liban, l'assistance visera à couvrir les besoins essentiels de 80 familles réfugiées et de 80 réfugiés isolés; elle comprendra des distributions d'articles ménagers, des indemnités de subsistance, des soins de santé, des abris et des bourses d'études. Un service d'assistance juridique sera mis en place pour faciliter le processus de naturalisation des apatrides.

#### Réinstallation

25. L'enregistrement et l'examen des dossiers des réfugiés à réinstaller, qui sont pour la plupart des Iraquiens, seront poursuivis en Jordanie (150 personnes), au Liban (65), en Arabie saoudite (3 500) et au Koweït, à l'intention d'un nombre encore indéterminé de personnes. L'accent sera mis sur les personnes vulnérables, notamment les femmes en danger et les réfugiés dont la sécurité est menacée.

#### Programmes spéciaux

##### Compte d'éducation

26. Les crédits demandés pour 1994/1995 et 1995/1996 serviront à financer une assistance sous forme de bourses à l'intention de 60 étudiants en Syrie et cinq au Liban.

#### Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

##### a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

##### Jordanie

27. Le coût des traitements a dépassé les prévisions, en raison du recrutement sur le plan local, pour une période de sept mois, d'un administrateur de programme adjoint qui prêtera son concours à la délégation pour des activités d'exécution du programme, et des indemnités qui ont été versées à un membre du personnel à l'expiration de son contrat. Les dépenses communes de personnel dépassent elles aussi les prévisions, du fait de l'application d'un taux standard lors de l'établissement du budget alors que les dépenses effectives ont été plus élevées. Les frais de voyage locaux et régionaux, les dépenses générales de fonctionnement et achats de mobilier et

d'équipement ont été moindres, du fait de la réduction générale des activités engendrée par les suites du conflit dans le golfe Persique.

Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Emirats arabes unis

28. En 1993, les dépenses ont, pour l'essentiel, été encourues au Koweït, en particulier au titre des traitements et des dépenses communes de personnel. Les traitements ont très légèrement augmenté, mais les dépenses au titre de toutes les autres rubriques budgétaires ont été inférieures aux prévisions, à cause d'une réduction générale des activités au Koweït.

Liban

29. Les traitements et les dépenses communes de personnel ont été plus élevés que prévu en raison de l'application d'un taux standard pour la budgétisation des dépenses communes de personnel ne correspondant pas aux dépenses effectives.

Arabie saoudite

30. Les activités n'ont guère varié et les dépenses au titre de la plupart des articles du budget ont été moindres que prévu en raison du ralentissement des activités depuis la fin de la guerre et du fait que plusieurs postes vacants n'ont pas été pourvus. Le montant des dépenses générales de fonctionnement a également baissé car le HCR n'a pas eu à payer de loyer pour les locaux qu'il occupe. Des négociations sont actuellement en cours avec le gouvernement pour qu'il prenne ce loyer à sa charge à titre de contribution aux dépenses d'administration du HCR en Arabie saoudite.

République arabe syrienne

31. Aucune modification majeure n'est intervenue dans les activités pour 1993. Le coût des traitements a un peu dépassé les prévisions, mais des économies ont été réalisées sur tous les autres articles du budget à la suite de la stabilisation des activités administratives qui a suivi la fin de la guerre dans le golfe Persique.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

Jordanie

32. Le total des besoins révisés pour 1994 dépasse les prévisions initiales, eu égard surtout à l'augmentation des dépenses communes de personnel qui étaient auparavant budgétisées sur la base d'un taux standard. Les prévisions relatives au paiement des heures supplémentaires et aux frais de voyage locaux et régionaux sont nettement plus faibles en raison du ralentissement général des activités en Jordanie. Des crédits ont été prévus pour le remplacement du matériel informatique.

Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Emirats arabes unis

33. Au Koweït, l'augmentation du coût des traitements et des dépenses communes de personnel est due au financement de plusieurs postes temporaires

et à la budgétisation des dépenses communes de personnel à un taux plus élevé, conforme aux besoins réels. Les besoins au titre des dépenses générales de fonctionnement ont été révisés à la baisse, bien qu'il soit possible que le bureau du chef de mission soit transféré dans de nouveaux locaux. Des crédits ont aussi été prévus pour l'achat de matériel informatique.

#### Liban

34. Les besoins révisés pour 1994 pour le Liban dépassent les prévisions initiales. Un poste local d'administrateur adjoint chargé de la protection a été créé à compter du 1er juillet 1994, en raison du nombre croissant de demandeurs d'asile. Les coûts des traitements, de même que les dépenses communes de personnel qui ont été révisées à la hausse pour correspondre aux besoins effectifs, dépassent donc les prévisions initiales. Les dépenses autres que celles de personnel sont moindres pour les frais de voyage locaux et régionaux et les dépenses générales de fonctionnement sont elles aussi un peu en baisse, bien qu'il soit prévu de transférer le bureau dans de nouveaux locaux, car il est actuellement trop à l'étroit eu égard au nombre croissant de demandeurs d'asile. Les crédits demandés pour l'achat d'équipement ont été sensiblement augmentés, en vue de la rénovation du matériel informatique existant ou de son remplacement.

#### Arabie saoudite

35. Les besoins révisés pour 1994 sont en hausse, en particulier pour les traitements et les dépenses communes de personnel, compte tenu de la création, à compter du 1er juillet 1994 d'un poste de fonctionnaire chargé des questions administratives et financières et de la révision à la hausse des dépenses communes de personnel pour l'adapter aux besoins réels. Les dépenses autres que celles de personnel sont moins élevées en raison de la réduction des frais de voyage. On compte que les dépenses générales de fonctionnement seront en hausse dans l'éventualité du paiement d'arriérés de loyers. Les crédits demandés pour les fournitures et le matériel de bureau ont aussi augmenté, en raison de l'accélération du rythme d'examen des demandes de réinstallation. Des crédits sont en outre prévus pour couvrir l'achat de nouveau mobilier et matériel de bureau, qui avait été différé jusqu'à présent.

#### République arabe syrienne

36. Les besoins révisés pour 1994 en République arabe syrienne sont supérieurs aux prévisions initiales. Les dépenses afférentes aux traitements ont augmenté en raison de la création, à compter du 1er juillet 1994, d'un poste d'administrateur chargé de la protection pour répondre aux besoins d'un nombre croissant de réfugiés urbains. Un poste de commis/messager a également été créé à Damas, à la même date. De ce fait, les dépenses communes de personnel ont augmenté et ont été budgétisées à un taux plus élevé pour tenir compte des coûts effectifs. S'agissant des dépenses autres que celles de personnel, le paiement des frais de voyage du nouvel administrateur chargé de la protection a entraîné une augmentation des crédits inscrits à ce poste. Les dépenses générales de fonctionnement sont un peu plus élevées, en raison de la création de nouveaux postes. L'augmentation des besoins au titre de l'achat de mobilier, d'équipement et de véhicules tient compte du coût de



remplacement du véhicule du représentant à Damas, d'un véhicule de terrain et d'un ordinateur pour le camp d'El-Hol.

c) Prévisions initiales pour 1995

Jordanie

37. Les prévisions initiales pour 1995 sont un peu inférieures aux chiffres révisés pour 1994, mais la gamme des activités reste la même. Etant donné qu'aucune modification n'est prévue dans l'effectif du personnel, le coût des traitements et des dépenses communes de personnel reste stationnaire. Les prévisions relatives aux dépenses générales de fonctionnement sont un peu plus élevées, en raison de l'augmentation des coûts des loyers et de l'entretien des locaux à usage de bureaux. On compte que les crédits nécessaires à l'achat de mobilier et d'équipement seront plus faibles.

Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Emirats arabes unis

38. Les prévisions initiales pour 1995 sont à la baisse et couvrent presque exclusivement les besoins au Koweït. Tous les postes au Koweït ont été prorogés jusqu'à la fin de 1995, en attendant qu'une décision soit prise sur l'avenir des activités du HCR dans le pays. Il n'y a pas de grands changements entre les crédits demandés et les chiffres révisés pour 1994. Un léger relèvement des dépenses générales de fonctionnement tient compte de l'augmentation en 1995 des coûts des loyers des nouveaux locaux à usage de bureaux. Les besoins de fournitures et de matériel de bureau sont moindres. Les prévisions relatives à l'achat d'équipement sont aussi plus faibles et les dépenses prévues sous cette rubrique pour 1995 couvrent les besoins supplémentaires d'équipement informatique. Les dépenses dans les autres pays seront soit facturées au HCR par le PNUD soit prises en charge par le Bureau régional du Caire comme les années précédentes.

Liban

39. Les prévisions pour 1995 sont inférieures aux chiffres révisés pour 1994. Les coûts des traitements et des dépenses communes de personnel restent, en gros, du même ordre qu'en 1994, à l'exception des besoins estimatifs supplémentaires de postes temporaires rendus nécessaires par l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile. Les prévisions relatives aux dépenses générales de fonctionnement et l'achat de fournitures de bureau sont un peu plus élevées pour tenir compte d'une augmentation éventuelle des coûts si le bureau est transféré dans de nouveaux locaux au cours de l'année 1994. Les besoins d'équipement permanent devraient diminuer, car on compte que la plupart du matériel informatique aura été remplacé d'ici la fin de 1994.

Arabie saoudite

40. Aucune solution durable n'ayant pu être trouvée localement pour les très nombreux réfugiés irakiens logés dans le camp de Rafha, tous les contrats de durée limitée qui avaient été approuvés antérieurement ont été prorogés jusqu'au 31 décembre 1995, de sorte que les prévisions initiales pour 1995 dépassent les chiffres révisés pour 1994. Les crédits supplémentaires demandés couvrent principalement le coût du personnel temporaire engagé pour examiner

les dossiers des très nombreux cas de réinstallation. Les dépenses autres que celles de personnel, afférentes aux déplacements locaux entre Riyadh et le camp de Rafha, devraient donc elles aussi être en hausse. Des crédits sont prévus pour l'achat en 1995 de matériel informatique et, éventuellement, d'une installation de surveillance de la sécurité dans la délégation.

République arabe syrienne

41. Les prévisions initiales pour 1995 dépassent les chiffres révisés pour 1994. Le coût des traitements et des dépenses communes de personnel est plus élevé parce que tous les postes de durée limitée ont été prorogés jusqu'au 31 décembre 1995 et parce que les postes supplémentaires créés en 1994 seront, eux aussi, prorogés jusqu'à la fin de 1995. On compte que le montant des dépenses générales de fonctionnement sera en hausse, en raison du transfert prévu du bureau dans des locaux plus vastes, à la fois pour des raisons d'espace et de sécurité. On prévoit donc que les besoins de fournitures de bureau augmenteront aussi. Il est prévu de remplacer un véhicule de service vétuste utilisé pour les déplacements sur le terrain, compte tenu du fait que le camp de El-Hol est situé à environ 1 000 km de distance de Damas.

DEPENSES DU HCR DANS D'AUTRES PAYS D'ASIE OCCIDENTALE  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1993	1994			1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée		Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES GENERAUX (1)					
100,0	-	-	Liban	FONDS EXTRAORDINAIRE	-
1 146,9	850,0	1 110,6	Syrie	SOINS ET ENTRETIEN	1 998,8
32,8	28,8	32,6	Liban		17,3
890,0	482,0	482,0	Jordanie		473,6
810,3	-	-	Arabie saoudite		-
99,5 <u>a/</u>	896,4	121,1	Autres pays		188,6
24,8	43,1	18,4	Syrie	INSTALLATION SUR PLACE	18,5
271,5 <u>b/</u>	276,0	187,4	Liban		285,9
34,0	37,5	37,5	Autres pays		37,5
53,4 <u>c/</u>	-	-	Jordanie	REINSTALLATION	-
11,3 <u>d/</u>	13,5	16,9	Syrie		16,9
11,7 <u>c/</u>	-	-	Arabie saoudite		-
46,9 <u>e/</u>	18,2	18,2	Liban		24,3
32,5 <u>f/</u>	10,8	10,8	Autres pays		10,8
62,5	221,9	350,0	Syrie	RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	299,5
12,0 <u>c/</u>	-	84,5 <u>h/</u>	Liban		-
6,1 <u>a/</u>	-	-	Jordanie		-
40,0 <u>g/</u>	-	-	Autres pays		-
-	-	419,8	Jordanie	EXECUTION DU PROGRAMME	439,5
-	-	312,8	Liban	Voir Annexes I a et II a	324,5
-	-	329,6	Syrie	Voir Annexes I a et II a	412,6
-	-	613,6	Arabie saoudite	Voir Annexes I a et II a	734,4
-	-	72,0	Formation	Voir Annexes I a et II a	72,0
3 686,2	2 878,2	4 217,8		Total partiel, opérations	5 354,7
271,4	238,4	72,6	Liban	APPUI ADMINISTRATIF	59,2
-	-	38,9	Jordanie	Voir Annexes I b et II b	18,7
8,8	-	-	Koweït	Voir Annexes I b et II b	-
-	-	45,0	Arabie saoudite	Voir Annexes I b et II b	90,1
-	-	36,9	Syrie	Voir Annexes I b et II b	128,0
171,8	139,3	139,0	Formation	Voir Annexes I b et II b	139,0
4 138,2	3 255,9	4 550,2		TOTAL (1)	5 789,7

1993	1994			1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée		Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES SPECIAUX (2)					
41,0	41,1	41,1	Liban/Syrie	COMPTE D'EDUCATION 65 bourses d'études universitaires	41,1
-	791,2	-	Autres pays	PLAN D'ACTION RELATIF A LA CRISE DU GOLFE	-
110,1	135,8	-	Jordanie		-
382,2	540,6	-	Koweït		-
295,4	798,0	-	Arabie saoudite		-
265,7	315,7	-	Syrie		-
600,0	-	-	Liban	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES Construction d'un hôpital	-
-	-	1 245,4	Arabie saoudite	EXECUTION DU PROGRAMME	1 110,2
-	-	281,8	Syrie		181,1
-	-	115,8	Autres pays		115,8
-	-	112,9	Arabie saoudite	APPUI ADMINISTRATIF Administrateur auxiliaire	107,7
-	48,7	80,0	Koweït		80,0
103,0	80,5	63,0	Arabie saoudite		63,0
-	82,0	-	Syrie		-
1 797,4	2 833,6	1 940,0		TOTAL (2)	1 698,9
5 935,6	6 089,5	6 490,2		TOTAL GENERAL (1+2)	7 488,6

a/ Y compris 5 000 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

b/ Y compris 5 668 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

c/ Engagement imputé sur l'allocation globale.

d/ Y compris 5 922 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

e/ Y compris 28 726 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

f/ Y compris 24 456 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

g/ Engagement imputé sur l'allocation générale pour le rapatriement librement consenti.

h/ Imputés sur l'allocation générale pour le rapatriement librement consenti.

-----